

# Le libertaire

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à Georges VIDAL

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE  
9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10°)  
Chèque postal : Férendel 586-65 Paris

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

## ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE :	POUR L'ÉTRANGER :
Un an . . . 10 fr.	Un an . . . 15 fr.
Six mois . . 5 fr.	Six mois . . 8 fr.

Les anarchistes veulent inséparer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## Après l'assassinat d'Osugi

### UN APPEL DES ANARCHISTES JAPONAIS

Tokio, 10 octobre 1923.  
Nous vous informons d'urgence de la grande répression menée par le gouvernement japonais.  
Le 1<sup>er</sup> septembre eurent lieu de forts tremblements de terre à Tokio et en même temps des incendies s'allumèrent dans beaucoup d'endroits. Profitant de cette occasion, le gouvernement japonais d'abord eut l'intention d'arrêter en masse les anarchistes, syndicalistes et membres des associations ouvrières. Il fit d'abord de la propagande aux populations réfugiées : « Soyez tous avertis que les Coréens et les Japonais ne sont pas des ennemis, mais des frères. Les Japonais ne veulent pas bruler les puits et la nourriture. Cette propagande fut très efficace et aussitôt les bourgeois recrutèrent des gens à tout faire et organisèrent une garde de protection dans les rues. C'est ainsi que la Société des Jeunes de préparation militaire et la Société des anciens soldats furent bientôt mobilisés pour arrêter les Coréens et le gouvernement auto-

#### LES VICTIMES



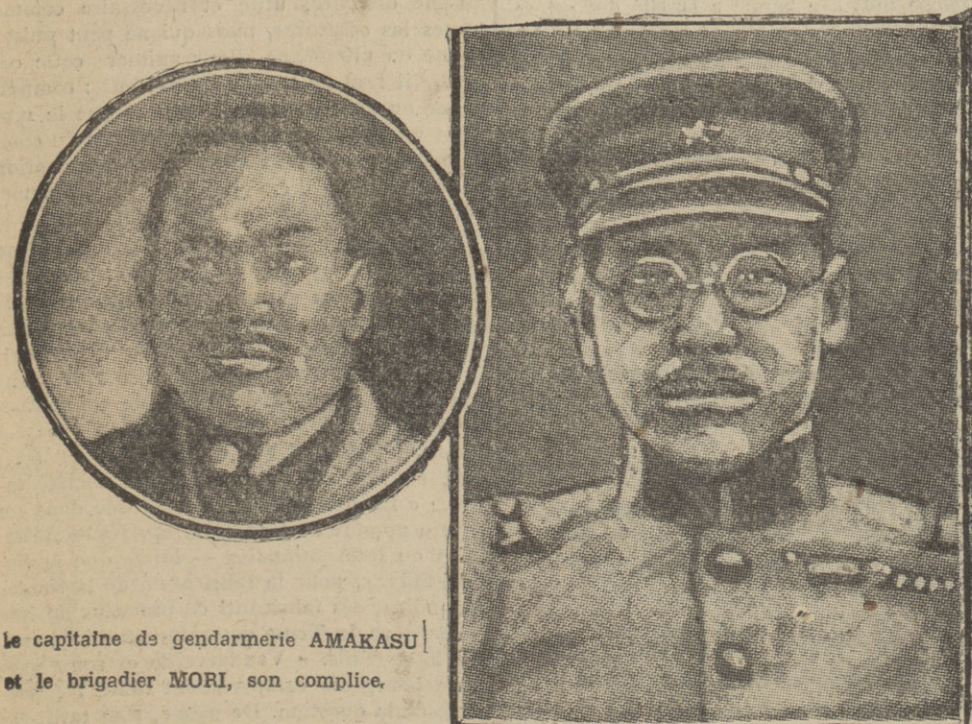
OSUGI, sa compagne et leur neveu

risa leur armement. Munis de longs sabres, de pistolets et de lances de bambou, pendant trois jours ils massacrèrent plus de mille Coréens des deux sexes. Accablés, ils arrêteront des hommes simplement suspects parmi les badauds et les tuèrent, aux carrefours, brutalement.

Dès le 3 septembre, Tokio et les provinces environnantes ont été mis en état de siège et de très nombreux soldats, portant la baïonnette, étaient dispersés dans les rues plus ou moins défilées et continuèrent encore la massacre des Coréens. Par centaines, les prisonniers furent enfermés sévèrement dans le Jardin du Mausolée du dernier Empereur et dans le lieu de parade de Narasino, près de Tokio, pour pouvoir certifier que le gouvernement faisait son possible pour éviter la guerre civile en Corée.

Tel fut le premier acte de la tragédie de répression du gouvernement japonais. Le deuxième acte, plus cruel encore, fut l'extermination des révolutionnaires. La

#### LES ASSASSINS



le capitaine de gendarmerie AMAKASU et le brigadier MORI, son complice.

section de haute police agit secrètement pour propager que les anarchistes et les socialistes volaient et faisaient brûler les maisons d'accord avec les Coréens et que l'on devait être en garde contre eux ; des détectives visitèrent les capitalistes et se préparaient les incursions à l'adresse du gouvernement. Et bientôt commença l'arrestation subite et le massacre des anarchistes et des membres des associations ouvrières : le 3 septembre, dans la rue d'Ohshima le secrétaire de la Ligue ouvrière Juun Rodo Kumai, K. Hirasawa

ser secrète l'affaire. Le capitaine assassin Amakasu, d'après sa confession, a dit en fanfaronnant que son action fut inspirée par sa sincérité patriotique et son intention personnelle, mais nous croyons que cela est un imbécile mensonge, car s'il avait agi pour son propre compte, il n'aurait jamais accompagné Osugi au commandement de gendarmerie et le gouvernement n'aurait pas destitué les commandants. Si son acte avait été dicté par une idée de patriotisme, jamais il n'aurait caché son crime.

Donc, nous pourrions bientôt avoir la certitude que les gendarmes assassins furent les instruments du gouvernement japonais dans son intrigue criminelle.

D'après la confession du capitaine Amakasu pendant le jugement du 8 octobre, il fut décidé à l'action par le chef de police du poste Jikobashi (à côté de la demeure de Osugi) pour faire périr le militant anarchiste pendant que l'état de siège régnait à Tokio.

Sur l'affaire de la cavalerie où furent tués dix syndicalistes, il fut aussi décidé de rien publier dans les journaux, mais quand le premier jugement d'Amakasu fut ouvert, tous les journaux menacèrent fortement la police métropolitaine. Seulement alors, le gouvernement, à contre-cœur, donna l'autorisation de rendre publique l'affaire.

Le 1<sup>er</sup> octobre, nos camarades, jusque-là enchaînés, furent libérés, mais de nombreux espions sont toujours en observation autour de leurs demeures. Cela montre clairement qu'ils attendent une meilleure occasion de nous exterminer. C'est pourquoi nous vivons dans les circonstances les plus dangereuses, souffrant de l'agonie douloureuse de nos camarades massacrés. Il nous est même interdit de nous réunir pour les funérailles de nos martyrs.

Camarades du monde entier, souvenez-vous longtemps que le gouvernement japonais est l'ennemi de toute l'humanité, et nous, anarchistes japonais, combattions ensemble tant que nous respirons, les êtres de haine qui nous tyrannisent.

#### LES ANARCHISTES DE TOKIO.

## Un suprême effort!

C'est le 18 août, dernier que nous avons ouvert notre emprunt de cent cinquante mille francs, destiné à la transformation de notre Libertaire hebdomadaire en quotidien.

Il y a donc un peu plus de trois mois et nous publions aujourd'hui notre quatorzième liste de souscripteurs.

Soyons francs : le résultat est audessus de nos prévisions.

Nous nous rendons bien compte que cent cinquante mille francs, — une misère pour une entreprise capitaliste, — est une grosse somme à trouver dans l'escarcelle peu garnie des anarchistes. Dès le premier jour, nous avons eu la conviction qu'il serait long et difficile de réunir cette somme ; et, si nous avons exprimé l'espoir de la recueillir en un laps de temps relativement court, c'est non seulement parce que, lorsqu'il désire vivement une chose qui n'est pas impossible, l'homme est enclin à sous-estimer les difficultés de réalisation, mais encore parce que le plus sûr moyen de hâter et d'assurer le succès, c'est d'y avoir confiance et de faire partager celle-ci à ceux dont on sollicite les concours.

Et puis, il nous semblait que les événements étaient si pressants et si graves qu'un effort exceptionnel allait nous mettre en mesure de précipiter les choses. Nous pensions que, frappés par la nécessité de posséder au plus tôt un journal quotidien, nos camarades incapables de couvrir un emprunt de cent cinquante mille francs ? Non. Mais cela prouve qu'ils ont besoin, pour grouper cette somme, d'un laps de temps plus long que nous ne le pensions.

Les anarchistes sont pauvres. Tous, ou presque, sont des travailleurs vivant au jour le jour du salaire qu'ils arrachent à la rapacité patronale. Et les meilleurs compagnons : les plus actifs, les plus énergiques, ceux qui s'adonnent avec le plus d'ardeur et de constance à la propagande sont, par cela même, les plus exposés à la malveillance patronale et à la rigueur des Lois.

Aussi sont-ils plus que les autres condamnés à tirer presque toujours le diable par la queue. Ils sont les plus désintéressés, les plus disposés à vider leurs poches en faveur de notre Libertaire quotidien. Hélas ! leurs poches sont souvent vides ; ils enragent de ne pouvoir rien faire ; mais l'impossible est là.

Les mois passent, le temps s'écoule. Notre emprunt va-t-il s'arrêter en chemin ?

Il ne le faut pas. Redoublons d'efforts.

Que ceux qui ont déjà souscrit songent à souscrire encore et que ceux qui ne l'ont pas encore fait et peuvent le faire s'exécutent le plus tôt possible ! Mettons à contribution tous les bons vouloirs ; multiplions les collectes, ramassons des gros sous ; n'ayons ni honte ni crainte ; ne redoutons pas d'abuser.

A tous nos frères de misère, à tous nos camarades de combat disons et sans nous lasser répétons qu'il s'agit de doter les révolutionnaires du quotidien qui leur manque et dont ils ont tant besoin !

Courage, persévérance, confiance !

## La Conscience anarchiste dans la Révolution

In extenso du discours prononcé par André COLOMER au Congrès de Bourges sur les Evénements d'Allemagne

COLOMER. — Nous avons entendu tout à l'heure le délégué des Comités d'usines d'Allemagne qui nous disait : « Un fait nouveau s'est produit ! » Il s'est uniquement produit ce fait que nous avons eu le témoignage d'un camarade d'Allemagne. C'est à la leur de nous exposer ce que nous allons pouvoir parler ce soir. Tel est le fait nouveau que nous avons enregistré.

Quand on nous parle de révolution, il se produit immédiatement dans un public comme le nôtre, comme dans tout public prolétarien, un vil mouvement passionnel créant une sorte de mystique qui dépasse nos conceptions individuelles, qui nous entraîne au delà souvent de notre libre-arbitre et de notre propre critique, jusqu'aux espoirs qui remontent en nous tout le passé et notre marche vers l'avenir.

A la fin de l'exposé du délégué des Comités d'usines, nous avons vu tous nos camarades présents dans la salle, à part deux ou trois délégués dont je suis — et je n'en ai pas honte — se lever unanimement et chanter d'un même cœur la même chanson : « L'Internationale ».

Je ne serais pas sincère avec moi-même et avec vous-mêmes si je ne vous disais que je me méfie de ces mouvements passionnels, de ces manifestations mystiques qui nous entraînent, avec des chansons, au delà de notre conscience.

Je me rappelle fin juillet 1914, et je me souviens que presque unanimement aussi, non seulement dans les rues, mais également au sein de certaines assemblées, de réunions de partis et même assemblées de syndicats, alors que l'on prononçait un autre mot qui n'était pas le mot de révolution, mais celui de justice, celui de civilisation, toutes les bouches, secouées, émues, se sont mises à entonner la même chanson, qui était la Marseillaise !

Je me méfie de la mystique qui soulève les individus et qui fait de ces individus une foule. Les seuls hommes qui se soient sauvés de cette folie générale que fut la guerre, les seuls qui se soient abstraits de cet appel de luerie, de cette soif de carnage qui était la guerre, sont ceux qui ont eu à un moment donné la force de ne plus vivre avec l'âme de la collectivité, mais de rentrer en eux-mêmes et d'écouter la voix de la conscience, la voix du libre arbitre.

Ceux-là n'ont pas fait l'union sacrée. Ils sont quelques-uns. Ils s'en flattent et s'en honorent. Ceux-là n'ont pas été soldats, gradés ou non, au service de la patrie, et les hommes qui ont eu la possibilité et le courage de serrer un peu en eux leur conscience et de se souvenir, à l'heure trouble, de ces plus claires idées de leur vie, de tout ce qu'ils avaient soutenu par leur effort de volonté pendant des années, et de mettre en accord ces idées avec leurs actes et avec les conditions du moment, ont été des individus qui n'ont pas failli à leur propre personnalité, de ces « individus » dont on fait, théoriquement, a priori, si peu de cas dans les partis, comme aussi, hélas ! dans les collectivités syndicales.

Mais ces individus, à cette heure où ils n'agissent que pour eux-mêmes, cependant, et en eux-mêmes, ont été encore un peu de la conscience humaine qui restait et la seule volonté révolutionnaire qui s'affirmait.

Ces hommes-là sont tous ceux pour lesquels la C.G.T.U., avec tous les partis et tous les groupements d'avant-garde qui se disent révolutionnaires, réclame l'amnistie. Ces hommes sont ceux que vous revendiquez aujourd'hui pour vos héros. Ce sont les déserteurs, les insoumis qui sont dans les Maisons centrales et que nous éviquons chaque fois que nous parlons dans les meetings devant les prolétaires assemblés.

Les hommes que vous admirez aujourd'hui et que vous approuvez pleinement sont justement ceux qui ont su résister à l'empirement collectif, qui ont su raisonner leur attitude au milieu de l'action commune sans rien abdiquer de leur pensée et de leur libre arbitre.

Quand il s'agit d'un mouvement quel qu'il soit, fût-il révolutionnaire, nous avons l'habitude — et nous voudrions que tous les militants nous imitent — de nous comporter de la même façon que se comportent ces hommes, dont je viens de parler, au moment d'une déclaration de guerre. Et c'est ce que nous essayons de faire quand on nous parle de révolution.

Les mots ne sont que les instruments de nos pensées et de nos actions. Nous ne voulons pas leur donner une valeur supérieure, une valeur métaphysique. Nous ne prétendons pas créer une mystique des mots. Nous ne voulons pas être dupes du mot Révolution que des mots Justice, Civilisation, Dieu, Patrie. Nous prenons les mots et nous allons au fond, jusqu'à la substance, pour savoir ce qu'ils contiennent.

Révolution, en bon français, signifie transformation, changement de régime, autre rythme de la vie.

Changement de régime ! Mais, travailleur ou producteur, vais-je me lever, m'insurger pour m'importer quel changement de régime ?

Je me souviens de certaines particularités sur lesquelles notre attention fut attirée par nos camarades allemands. Les lettres et correspondances relatives au mouvement allemand ne sont pas uniquement envoyées par vos amis communistes. Des camarades syndicalistes-révolutionnaires ont pu nous dire que, dans certaines villes, des émeutes avaient éclaté que vous exploitiez quand elles pouvaient servir le Parti communiste, tandis que, lorsque vous ne pouviez les utiliser pour vos fins politiques, vous ne tardiez pas à les renier en déclarant qu'elles n'étaient que des actes de banditisme commis par des anarchistes.

Les communistes, alors, s'en lavaient généreusement les mains.

Les émeutes sont le commencement de la Révolution. Lorsque des individus en

viennent à s'emparer des objets de consommation, ils peuvent ne pas tarder à s'emparer aussi des instruments de production.

Est-ce qu'en Allemagne les syndicalistes, représentés par le camarade allemand qui vous parlait cet après-midi, ont cette conception d'une prise de possession des moyens de production directement par le prolétariat lui-même, par les ouvriers, par les consommateurs libres ? Non. J'applaudissais au début l'exposé du délégué allemand quand il nous faisait la description des luttes qu'il a fallu mener en Allemagne contre les policiers de la social-démocratie, parce que nous connaissons, nous aussi, ces événements ; nous savons que le syndicalisme avait été pénétré profondément par la politique socialiste d'avant-guerre, et que cette politique était responsable de la lâcheté du prolétariat allemand au moment de la mobilisation de 1914.

Nous savions que, par discipline syndicale, on avait, en Allemagne, marché pour la guerre, pour la Kultur et pour le Kaiser. Nous savions que, durant toute la guerre, les syndicalistes, menés par cette politique social-démocrate, avaient été les artisans les plus actifs de la boucherie. Nous savions aussi qu'en 1918, le prolétariat allemand, dès qu'il commença à s'apercevoir de l'exploitation dont il avait été l'objet, avait voulu se révolter, rompre avec la politique de guerre et s'emparer des moyens de production et de consommation. Ce sont à ce moment, les social-démocrates qui mirent un frein à la révolution et qui l'arrêtèrent.

Nous applaudissons le camarade allemand quand il nous racontait tous ces méfaits de la politique social-démocrate et quand il évoquait la révolution de 1889 et les événements de 93. Nous savions que la révolution française avait été arrêtée et limitée de la même façon : par les compléments de partis ; que c'étaient les Girondins, les Montagnards, les Jacobins, ici M. Danton, ici Danton, la Marseillaise, la Marseillaise, tous les fabricants de la masse, tous ceux qui voulaient appliquer à la masse leur art de gouverner, qui avaient conduit avec la fameuse armée des sans-culottes la Révolution française jusqu'à l'Empire.

Nous savions qu'au lieu de laisser le peuple pour de la liberté, les politiciens de la Révolution, à coups de guillotine, avaient contribué à former la République bourgeoise dont nous souffrons aujourd'hui. Nous savions, enfin, que cette révolution, à la faveur de cette mystique générale dont nous parlions tout à l'heure, par cet aveuglement de l'esprit critique, avait entraîné une masse, au nom de la Liberté, les révolutionnaires sur les champs de bataille qui ont fait surgir le tyran Napoléon 1<sup>er</sup> !

Nous savions tout cela. Mais ce que nous savions, nous ne savions pas ou ne voulions pas savoir, c'est que les politiciens de la République avaient déjoué la grande insurrection qui pouvait être vraiment la révolution prolétarienne, en 93, de la même façon que les social-démocrates avaient maquillé la révolution de 1918 en cette République de Stresemann et consorts, les représentants du Parti communiste en Allemagne, les bolcheviks en Russie, guettent le peuple, l'activité des producteurs, pour assoir sur les ruines du nouveau régime politique, sur les ruines de la République social-démocrate, leur pouvoir dictatorial sur le prolétariat, leur république soi-disant soviétique !

Sachant cela, nous pourrions nous étonner des affirmations apportées par le camarade allemand, quand il nous parlait des Comités d'usines. Effectivement, si de tels Comités ont été organisés en Allemagne, ne seraient-ils pas de nature à nous donner satisfaction, à nous, syndicalistes fédéralistes ? Est-ce que vraiment ce ne sont pas les travailleurs qui ont organisé eux-mêmes, là-bas, leur révolution ?

Le délégué allemand a toutefoits oublié de vous dire que ces Comités d'usines sont l'œuvre du Parti communiste allemand.

Les Comités d'usines allemands ne sont pas autre chose que la réalisation, la matérialisation de ce que les commissions syndicales prétendent faire dans le prolétariat français, et la révolution que les Comités d'usines pourraient réaliser ne saurait amener la prise de possession des instruments de production par les producteurs eux-mêmes : elle permettrait aux politiciens du Parti communiste de s'emparer du pouvoir.

Voilà la réalité ! C'est pourquoi nous avons l'argumentation comprise tout le leur de nous n'avons pas plus d'usines que les Comités d'usines ou Semard, au Congrès de Lille ou à celui de l'Union des Syndicats de la Seine, prétendaient défendre le syndicalisme et même le fédéralisme. Nous savions parfaitement où ils voulaient en venir : à ce moment, il ne s'agissait pas de commissions syndicales, il s'agissait de C.S.R. Mais nous comprenions que ces apparences étaient trompeuses : elles masquaient le bolchevisme et la dictature du prolétariat.

De tout cela, nous avons la notion exacte. Nous savons que la révolution qui triomphera en Allemagne sera une révolution calquée sur le modèle de la révolution bolcheviste en Russie.

Mais alors, nous direz-vous, que feront les anarcho-syndicalistes et les anarchistes lorsque cette « Révolution » sera enfin réalisée par l'entrée de la révolution dans les Comités du Parti communiste dans une forme social-démocrate, lorsque les Comités d'usines mettront en pratique les théories bolchevistes, c'est-à-dire la subordination du prolétariat aux politiciens du Parti et lorsque la dictature du prolétariat sera un fait en Allemagne ?

« A ce moment-là, nous dit Semard, le gouvernement français mobilisera contre la République bolcheviste d'Allemagne. »

« Et que ferez-vous alors ? »

Je ne suis pas embarrassé pour répondre à Semard.

SEMARD. — Ce n'est pas la question. J'ai posé cette question à Boudoux. Que ferais-tu, lui demandais-je, si en Allemagne les mouvements de révolte des travailleurs se continuaient sans merci, s'ils prenaient les vivres dans les magasins, s'ils



étaient dans les campagnes dévaliser les champs, et si l'organisation de la révolution prolétarienne se développait sans arrêt.

BOUDOUX. — J'ai déjà répondu !

SEMAR. — Tu nous as dit que les Comités d'usines étaient inféodés au Parti communiste. Alors, à quoi servira la révolution ?

BOUDOUX. — J'ai répondu que les Comités d'usines étaient déjà et se trouvaient en relations directes avec le gouvernement russe, et qu'il était tout naturel que l'armée rouge vint défendre l'action de ces Comités.

SEMAR. — Ce n'est pas la question ! Cela ne dit pas ce que tu ferais à leur place.

COLOMER. — Si l'on envisage l'hypothèse des Comités d'usines organisés avec leurs ententes par un parti politique, le Parti communiste, profitant des insurrections populaires pour s'emparer du pouvoir politique, il ne s'agit plus d'une révolution prolétarienne ou d'une révolution prolétarienne en Allemagne, mais d'une révolution politique.

Les artisans de cette révolution ne seraient plus les ouvriers s'emparant librement des moyens de production, mais les ouvriers au service d'un pouvoir politique, permettant ainsi à une nouvelle caste de s'emparer du gouvernement.

Il est certain qu'à ce moment le gouvernement de Poincaré essaierait d'étouffer cette révolution. Nous serions mobilisés pour être envoyés aux frontières. Que feroient les anarchistes ? Ils agiraient de la même façon que si le gouvernement français déclarait la guerre à l'empire ottoman, fût-ce le peuple italien sous le gouvernement de Mussolini. Nous nous refusons absolument à participer à cette guerre et nous profiterons des troubles de la mobilisation pour réaliser cette prise de possession des instruments de production et accomplir cette révolution prolétarienne fédérale que nous comprenons !

(Très bien ! Applaudissements.)

SEMAR. — Vous niez le gouvernement ouvrier. Vous êtes contre lui lorsque vous constatez qu'il peut s'installer en Allemagne. Cela est logique avec votre doctrine.

Mais, si vous vous basez sur l'organisation de votre fédéralisme, développez-nous la thèse du fédéralisme remplaçant le gouvernement ouvrier, la dictature du prolétariat, l'organisation de l'armée rouge, et défendant la révolution.

COLOMER. — Si vous voulez m'accorder deux heures pour développer cela, je veux bien le faire.

BESNARD. — Je pourrais le défendre dans mon exposé.

GOURDEAUX. — Je comprends que Colomer défende cette thèse, mais pas Besnard ! (Mouvements divers.)

COLOMER. — Je ne puis tout de même répondre en bloc à la question posée par Semard ; cette question ne m'embarrasse pas.

En Allemagne, les camarades qui s'appellent syndicalistes révolutionnaires sont groupés dans la F.A.U.D., dans l'Association libre des travailleurs allemands. Ces camarades ne sont pas partisans de la conquête du pouvoir politique ; ils sont partisans de la prise de possession des usines et de l'action directe pour cette prise de possession. Comme nous, ils sont des défenseurs de l'autonomie du syndicalisme et ils luttent actuellement avec leurs organisations syndicales pour affermir l'autonomie du syndicalisme. Ils font tout — je l'espère — dans les milieux prolétaires, usines, ateliers, chantiers, pour faire prévaloir ce point de vue.

Si, à la faveur des émeutes d'hommes qui ne sont pas, comme eux, des syndicalistes révolutionnaires, des anarchistes, des syndicalistes, d'hommes qui, tout simplement, ont faim et qui veulent manger à leur faim, d'hommes qui travaillent et veulent organiser librement leur production, ces syndicalistes font leur propagande contre le capitalisme, contre l'Etat, contre la forme du gouvernement.

UN DELEGUE. — Où sont-ils donc ? Il faut nous en dire le nombre !

COLOMER. — Après la guerre, au moment où vous n'étiez qu'une minorité, est-ce que l'idée que les syndicalistes révolutionnaires étaient beaucoup plus nombreux que vous et constituait une majorité, vous a empêchés de continuer votre propagande pour votre idéal ?

UN DELEGUE. — Rien n'a été fait quand même.

COLOMER. — Mais ne faîtes-vous pas votre possible pour qu'il se fit quelque chose suivant vos conceptions ? Est-ce que le nombre confère la raison ? Ne sont-ils pas les plus braves et ceux-là même qui vous admirent aujourd'hui, les rares qui, en 1914, à l'heure où tous les autres couraient à la guerre, malgré tout, au risque de leur vie, pour rester dans la logique de leurs idées, ont refusé d'aller assassiner pour la patrie ?

De même, nos camarades syndicalistes révolutionnaires d'Allemagne, malgré l'incompréhension de la grande collectivité, malgré qu'ils soient écrasés par une majorité qui ne conçoit pas leurs idées, continuent leur propagande. Quand il se produit des émeutes, des insurrections commandées par un instinct naturel, ils vont parmi les masses ; ils disent aux ouvriers :

« Les instruments de travail sont à vous, qui les faites fonctionner. Vous pouvez et vous devez consommer librement ce qui est produit par vous. Abstenez-vous de toute politique, chassez tous les politiciens ; chassez tous les intermédiaires ; prenez vous-mêmes les instruments de travail et organisez-vous avec vos Syndicats ! »

Dans ce domaine des suppositions, où vous vous mettez vous-mêmes (ce n'est pas moi qui n'y suis pas) — ceux qui, par une propagande incessante, par une action révolutionnaire de tous les jours sur le terrain de la vie économique et non pas par une propagande extérieure aux syndicats et à l'atelier, sont arrivés dans une région où dans une ville à conquérir les moyens de production, les défendent.

RAYNAUD. — Avec quoi ?

COLOMER. — Vous ne nous croyez pas assez naïfs pour être des politiciens en même temps que des anarcho-syndicalistes ; ils les défendent avec des armes, bien entendu.

UN DELEGUE. — Avec l'armée rouge ?

COLOMER. — Non, avec des armes qui leur appartiennent ; ce seront des ouvriers en armes.

TOMASI. — Ce sont les centurions.

COLOMER. — ... mais ce ne sera pas l'armée rouge. Les usines seront occupées par les ouvriers ; les ouvriers, par communes, formeront, non pas un gouvernement, mais des Bourses de travail où chaque usine déléguera un ouvrier. Cela se fait, à Gourdeaux, c'est cependant du syndicalisme.

GOURDEAUX. — Je ne ris pas ! (Mouvements divers et bruit.)

COLOMER. — Dans ces Bourses de travail, on ne viendra pas s'injurier, comme ici ; on ne viendra pas faire des discours pour savoir si l'on est partisan d'un tel ou d'un autre. Les délégués des usines viendront apporter dans cet organisme les renseignements sur la production de leurs propres usines, sur ce qu'ils connaissent. Les ouvriers de chaque usine permettront aux Bourses de travail d'établir, commune par commune, des statistiques qui feront savoir quels sont les objets produits par chaque catégorie d'industrie et quels sont

les besoins de consommation pour chaque commune et pour chaque quartier.

Les Bourses de travail concentreront ces renseignements par région ; ainsi — je ne vous apprendrai rien ; vous le savez comme moi — on constituera une base essentielle, vivante, féconde, de la production et de la consommation.

Mais, il faudra défendre ces usines ; il faudra défendre ces Bourses de travail. Comment le fera-t-on ? Par tous les moyens de violence, mais sous le contrôle direct des ouvriers, des producteurs eux-mêmes ; car, ce sont eux qui seront de ces moyens de défense. Ils seront armés ; mais cette armée ne sera pas constituée par le service obligatoire, comme l'armée rouge. Cette armée des travailleurs, ou plutôt ce prolétariat en armes ne sera pas dirigé par un commissaire à la guerre.

Ce prolétariat en armes aura une œuvre de défense locale à assurer. Les producteurs défendront volontairement leurs propres moyens de production et de consommation, mais aussi le terrain même de la vie économique, c'est-à-dire leurs usines et leurs champs. Cela, quoi que vous en disiez, ce sera une double force. Peut-être, sera-ce apparemment une moindre force matérielle, car un système offensif militaire n'est certainement supérieur. Mais il est une autre force, la morale, celle qui fait compter, une force morale.

Lorsque, en 1914, on vous a envoyés, vous prolétaires — car il y en a sans doute beaucoup dans cette salle qui ont accepté, de faire la guerre — vous battriez, disant, pour la justice, le droit et la civilisation, soit-disant luttant contre le militarisme, vous êtes partis ; vous avez cru que l'on vous disait.

Vous vous êtes trouvés devant une armée qui défendait les frontières d'un Etat ; vous vous êtes trouvés devant l'armée du Kaiser. Vous vous êtes dit : « Peut-être avons-nous raison. Peut-être luttons-nous pour la justice, pour le droit et la civilisation. »

Mais si, vous qui étiez imprégnés de l'idéal syndicaliste et même de l'idéal anarchiste, vous vous êtes trouvés devant les travailleurs dans leurs usines, ne défendant pas autre chose que leurs instruments de travail, ne défendant pas les frontières d'un Etat, mais leurs moyens de production qu'il leur aurait repris à leurs exploiters, je suis persuadé que vous n'auriez d'autre vous qui ont continué à marcher, qui sont allés dans les tranchées, se seraient refusés à le faire et auraient tourné leurs armes contre leurs propres chefs.

Camarades, nous sommes pour le prolétariat armé, mais nous ne sommes pas pour une armée au service des dictateurs du prolétariat. Voilà la différence. (Applaudissements.)

SEMAR. — Si votre fédéralisme est attaqué par une armée blanche, que ferez-vous ?

COLOMER. — Nous ferons ce qu'a fait Makhno. Mais nous ferons attention ; nous n'aurons pas la naïveté de tomber dans le piège où Nestor Makhno est tombé en Ukraine et en Pologne.

Nous connaissons l'expérience de Makhno ; nous savons comment le Gouvernement des Soviets a fait appel à Makhno et aux makhnovistes ou anarcho-syndicalistes d'Ukraine groupés dans les armées de Makhno ; il a fait appel à eux pour sauver la révolution, eux qui, aux premières heures de la révolution, avaient combattu contre les armées du tsar.

Nous savons que nos camarades ne se sont pas refusés à marcher ; que, au contraire, ils sont accourus avec enthousiasme lorsque le Gouvernement des Soviets a appelé l'armée de Makhno.

TREINT. — Ils avaient donc une armée ?

COLOMER. — Non, nous n'avons pas avec les mots. Je dis que nous ne tomberons pas dans le piège où est tombé Makhno.

L'armée de Makhno était une armée de paysans et d'ouvriers ukrainiens qui, sous la conduite de Makhno, ont sauvé tout l'Ukraine, restant sur le champ de la production auprès des conseils de communes.

Mais le Gouvernement des Soviets voyait avec inquiétude le développement de ce mouvement fédéraliste en Ukraine. A côté de la constitution d'une armée fédéraliste, Chervak, Chauvin, a été arrêté ces jours-ci.

Il a choisi pour avocat M. Henry Torrès.

PORREY, SECRETAIRE DE L'U.D. DU NORD POURSUIVI POUR AVOIR DEFENDU COTTIN

Le secrétaire de l'Union Départementale Unitaire du Nord, le camarade Porrey, vient d'être arrêté sous l'inculpation de provocation au meurtre. Il avait, au cours d'un des meetings pour l'annulation de la loi de répression, tenu un discours dans lequel il maintenait Cottin en prison tandis que l'assassin de Jaurès se promenait librement.

Le Gouvernement des Soviets, rompant le pacte qu'il avait conclu avec Makhno et avec les makhnovistes, tomba sur les parvenus qui avaient servi de la révolution. Ceux-ci furent victorieux, et ils retourneront en Ukraine continuer cette vie fédéraliste que je vous ai décrite tout à l'heure.

Mais, une seconde fois, les armées de Pétlioura étant une menace pour la Russie révolutionnaire, le Gouvernement des Soviets a appelé Makhno et ses partisans pour l'aider à défendre la révolution russe.

METAYER. — Makhno et son armée ?

COLOMER. — ... et au lieu de faire rester Makhno et les makhnovistes à proximité de leur pays et des usines et des champs qu'ils avaient repris et qu'ils avaient organisés, on les envoya très loin, au front de Pologne et là, pour les perdre, savez-vous ce que fit le Gouvernement des Soviets ? Il ordonna rapidement la retraite des troupes soviétiques, pour permettre aux armées de Pétlioura de se trouver seules à côté des armées de Makhno qui étaient venues avec les armées de Makhno, sinon en courage.

En même temps, de dos, l'armée rouge, sur l'ordre du Gouvernement des Soviets, attaqua l'armée de Makhno. Makhno fut contraint de fuir avec ses partisans. Il arriva dans les frontières de l'Ukraine, traqué, chassé de tous côtés. Il y eut des milliers et des milliers de paysans ukrainiens partisans de Makhno qui moururent ainsi.

Voilà bien notre histoire ! Cette aventure, c'est le symbole des anarchistes.

Makhno blessé et quelques-uns de ses camarades se réfugièrent en Roumanie, et ils furent arrêtés par un Gouvernement réactionnaire qui les livra au Gouvernement polonais. Et savez-vous pourquoi, maintenant, Makhno passe en jugement en Roumanie ? Il est accusé, par le Gouvernement polonais, de complicité avec le Gouvernement bolchevétique pour l'action révolutionnaire militaire qu'il a menée avec le Gouvernement des Soviets contre les troupes de Pétlioura.

Ainsi, Makhno a sa tête mise à prix par les Soviets ; Makhno est menacé de mort par le Gouvernement polonais !

Vous nous demandez ce que nous ferons au moment d'une révolution qui se passerait dans un pays ?

Quand la révolution se produira — quelle que soit, vous entendez — lorsque des hommes, au nom de la révolution, nous diront : « Ne sera pas un idéal rétrograde, se sont dressés contre le Gouvernement bourgeois de Berlin, par exemple, contre le Gouvernement social-démocrate de Berlin, si le Gouvernement de la République française veut mobiliser contre ces révolutionnaires, dans tous les cas, nous refuserons d'obéir à l'ordre de mobilisation. Nous ferons tout possible pour saboter cette mobilisation, n'est-ce pas, camarades de la minorité ? (Applaudissements de la minorité.)

Nous défendrons notre liberté de conscience ; nous défendrons la liberté de notre vie contre le Gouvernement de Poincaré, mais cela, jusqu'au jour où la République, triomphante en Allemagne, organisée, n'étant plus en lutte défensive, en lutte révolutionnaire contre les troupes de Poincaré, ou bien se sera stabilisée diplomatiquement sur le terrain de l'Allemagne et finira par constituer une nation — comme toutes les autres, une nation défendant ses frontières, ses intérêts, un Etat ayant ses plénipotentiaires sur peu partout, même chez Mussolini ; du jour où nous verrons devant nous un pouvoir constitué et menant son jeu dans le grand concert européen, nous reprendrons notre liberté d'action comme nous l'avons reprise maintenant à l'égard de la République des Soviets.

Puis, voici l'autre partie du dilemme. Si les armées rouges prétendent, comme l'armée des sans-culottes, porter la liberté à travers le monde, grande et belle formule qui fut celle de nos ancêtres de 1793, si nous nous sommes du Gouvernement des Soviets, alliés aux armées du Gouvernement des Soviets allemands, viennent lutter contre les armées de Poincaré, nous serons dans la même position qu'en juillet 1914.

Cependant, nous ne nous contenterons pas — car nous avons tout de même un peu plus d'espoir dans le prolétariat d'aujourd'hui que dans celui de 1914 — d'agir individuellement. Nous ne nous contenterons pas, comme certains d'entre nous l'ont fait, comme je l'ai fait moi-même — je peux le dire — de nier à l'armée de Poincaré le droit de se servir de notre peau ; nous nous contenterons pas d'être des déserteurs et des insoumis. Nous avons l'espoir que, maintenant, il sera possible de faire une révolution contre les armées du gouvernement. En tout cas, nous ferons tout ce qu'il sera en notre pouvoir pour que cela soit, camarades ! (Applaudissements.)

UN DELEGUE. — Et si vous êtes vaincus ?

COLOMER. — Si nous sommes vaincus, une fois que vous aurez stabilisé aussi votre gouvernement, nous continuerons la bataille contre vous comme contre le gouvernement de Poincaré ; nous continuerons à être des révoltés.

Nous ne pourrions peut-être vous prisonniers ; mais nous n'abandonnerons pas notre pensée. Comme nos camarades russes qui ont été exilés par le gouvernement des Soviets et qui sont en Allemagne, à Berlin, en France, traversés aussi par le gouvernement de Poincaré, nous serons peut-être les éternels errants à travers le globe.

Nous serons comme ce Berckmann que vous avez inséré l'autre jour dans les colonnes de l'Humanité, ce Berckmann dont vous avez prétendu qu'il servait comme esclave dans les armées du tsar, ce Berckmann qui, à l'âge de 19 ans, était forcé de s'exiler de Russie parce qu'il était condamné à la déportation, ce Berckmann qui a passé vingt ans dans les prisons d'Amérique. Alors, il portait une autre uniforme que celui dont vous avez parlé dans les colonnes de l'Humanité ; il portait l'uniforme des prisonniers, l'uniforme des galériens.

Où, nous serons comme celui-là. Du reste, si nous nous emprisonnons, nous, les anarchistes, cela ne nous changera guère. Nous aurons des camarades qui, à cette heure, sont à la Santé. Ils seront à la Santé rouge comme ils sont à la Santé tricolore. (Applaudissements de la minorité.)

Mais nous continuerons à lutter, avec l'espoir de vaincre un jour les nouveaux tyrans du bolchevisme, de la même façon que nous avons lutté contre les tyrans de la C.G.T.U., les tyrans du syndicalisme communiste. (Applaudissements de la minorité.)

LA REPRESSION

NOTRE GERANT, CHAUVIN, EST ARRETE

Inculpé pour de nombreux articles parus dans la Libertaire, notre gerant, Chauvin, a été arrêté ces jours-ci.

Il a choisi pour avocat M. Henry Torrès.

PORREY, SECRETAIRE DE L'U.D. DU NORD POURSUIVI POUR AVOIR DEFENDU COTTIN

Le secrétaire de l'Union Départementale Unitaire du Nord, le camarade Porrey, vient d'être arrêté sous l'inculpation de provocation au meurtre. Il avait, au cours d'un des meetings pour l'annulation de la loi de répression, tenu un discours dans lequel il maintenait Cottin en prison tandis que l'assassin de Jaurès se promenait librement.

Le Gouvernement des Soviets, rompant le pacte qu'il avait conclu avec Makhno et avec les makhnovistes, tomba sur les parvenus qui avaient servi de la révolution. Ceux-ci furent victorieux, et ils retourneront en Ukraine continuer cette vie fédéraliste que je vous ai décrite tout à l'heure.

Mais, une seconde fois, les armées de Pétlioura étant une menace pour la Russie révolutionnaire, le Gouvernement des Soviets a appelé Makhno et ses partisans pour l'aider à défendre la révolution russe.

METAYER. — Makhno et son armée ?

COLOMER. — ... et au lieu de faire rester Makhno et les makhnovistes à proximité de leur pays et des usines et des champs qu'ils avaient repris et qu'ils avaient organisés, on les envoya très loin, au front de Pologne et là, pour les perdre, savez-vous ce que fit le Gouvernement des Soviets ? Il ordonna rapidement la retraite des troupes soviétiques, pour permettre aux armées de Pétlioura de se trouver seules à côté des armées de Makhno qui étaient venues avec les armées de Makhno, sinon en courage.

En même temps, de dos, l'armée rouge, sur l'ordre du Gouvernement des Soviets, attaqua l'armée de Makhno. Makhno fut contraint de fuir avec ses partisans. Il arriva dans les frontières de l'Ukraine, traqué, chassé de tous côtés. Il y eut des milliers et des milliers de paysans ukrainiens partisans de Makhno qui moururent ainsi.

Voilà bien notre histoire ! Cette aventure, c'est le symbole des anarchistes.

Makhno blessé et quelques-uns de ses camarades se réfugièrent en Roumanie, et ils furent arrêtés par un Gouvernement réactionnaire qui les livra au Gouvernement polonais. Et savez-vous pourquoi, maintenant, Makhno passe en jugement en Roumanie ? Il est accusé, par le Gouvernement polonais, de complicité avec le Gouvernement bolchevétique pour l'action révolutionnaire militaire qu'il a menée avec le Gouvernement des Soviets contre les troupes de Pétlioura.

Ainsi, Makhno a sa tête mise à prix par les Soviets ; Makhno est menacé de mort par le Gouvernement polonais !

Vous nous demandez ce que nous ferons au moment d'une révolution qui se passerait dans un pays ?

Quand la révolution se produira — quelle que soit, vous entendez — lorsque des hommes, au nom de la révolution, nous diront : « Ne sera pas un idéal rétrograde, se sont dressés contre le Gouvernement bourgeois de Berlin, par exemple, contre le Gouvernement social-démocrate de Berlin, si le Gouvernement de la République française veut mobiliser contre ces révolutionnaires, dans tous les cas, nous refuserons d'obéir à l'ordre de mobilisation. Nous ferons tout possible pour saboter cette mobilisation, n'est-ce pas, camarades de la minorité ? (Applaudissements de la minorité.)

Nous défendrons notre liberté de conscience ; nous défendrons la liberté de notre vie contre le Gouvernement de Poincaré, mais cela, jusqu'au jour où la République, triomphante en Allemagne, organisée, n'étant plus en lutte défensive, en lutte révolutionnaire contre les troupes de Poincaré, ou bien se sera stabilisée diplomatiquement sur le terrain de l'Allemagne et finira par constituer une nation — comme toutes les autres, une nation défendant ses frontières, ses intérêts, un Etat ayant ses plénipotentiaires sur peu partout, même chez Mussolini ; du jour où nous verrons devant nous un pouvoir constitué et menant son jeu dans le grand concert européen, nous reprendrons notre liberté d'action comme nous l'avons reprise maintenant à l'égard de la République des Soviets.

Puis, voici l'autre partie du dilemme. Si les armées rouges prétendent, comme l'armée des sans-culottes, porter la liberté à travers le monde, grande et belle formule qui fut celle de nos ancêtres de 1793, si nous nous sommes du Gouvernement des Soviets, alliés aux armées du Gouvernement des Soviets allemands, viennent lutter contre les armées de Poincaré, nous serons dans la même position qu'en juillet 1914.

Cependant, nous ne nous contenterons pas — car nous avons tout de même un peu plus d'espoir dans le prolétariat d'aujourd'hui que dans celui de 1914 — d'agir individuellement. Nous ne nous contenterons pas, comme certains d'entre nous l'ont fait, comme je l'ai fait moi-même — je peux le dire — de nier à l'armée de Poincaré le droit de se servir de notre peau ; nous nous contenterons pas d'être des déserteurs et des insoumis. Nous avons l'espoir que, maintenant, il sera possible de faire une révolution contre les armées du gouvernement. En tout cas, nous ferons tout ce qu'il sera en notre pouvoir pour que cela soit, camarades ! (Applaudissements.)

UN DELEGUE. — Et si vous êtes vaincus ?

COLOMER. — Si nous sommes vaincus, une fois que vous aurez stabilisé aussi votre gouvernement, nous continuerons la bataille contre vous comme contre le gouvernement de Poincaré ; nous continuerons à être des révoltés.

Nous ne pourrions peut-être vous prisonniers ; mais nous n'abandonnerons pas notre pensée. Comme nos camarades russes qui ont été exilés par le gouvernement des Soviets et qui sont en Allemagne, à Berlin, en France, traversés aussi par le gouvernement de Poincaré, nous serons peut-être les éternels errants à travers le globe.

Nous serons comme ce Berckmann que vous avez inséré l'autre jour dans les colonnes de l'Humanité, ce Berckmann dont vous avez prétendu qu'il servait comme esclave dans les armées du tsar, ce Berckmann qui, à l'âge de 19 ans, était forcé de s'exiler de Russie parce qu'il était condamné à la déportation, ce Berckmann qui a passé vingt ans dans les prisons d'Amérique. Alors, il portait une autre uniforme que celui dont vous avez parlé dans les colonnes de l'Humanité ; il portait l'uniforme des prisonniers, l'uniforme des galériens.

Où, nous serons comme celui-là. Du reste, si nous nous emprisonnons, nous, les anarchistes, cela ne nous changera guère. Nous aurons des camarades qui, à cette heure, sont à la Santé. Ils seront à la Santé rouge comme ils sont à la Santé tricolore. (Applaudissements de la minorité.)

Mais nous continuerons à lutter, avec l'espoir de vaincre un jour les nouveaux tyrans du bolchevisme, de la même façon que nous avons lutté contre les tyrans de la C.G.T.U., les tyrans du syndicalisme communiste. (Applaudissements de la minorité.)

LA REPRESSION

NOTRE GERANT, CHAUVIN, EST ARRETE

Inculpé pour de nombreux articles parus dans la Libertaire, notre gerant, Chauvin, a été arrêté ces jours-ci.

Il a choisi pour avocat M. Henry Torrès.

PORREY, SECRETAIRE DE L'U.D. DU NORD POURSUIVI POUR AVOIR DEFENDU COTTIN

Le secrétaire de l'Union Départementale Unitaire du Nord, le camarade Porrey, vient d'être arrêté sous l'inculpation de provocation au meurtre. Il avait, au cours d'un des meetings pour l'annulation de la loi de répression, tenu un discours dans lequel il maintenait Cottin en prison tandis que l'assassin de Jaurès se promenait librement.

Le Gouvernement des Soviets, rompant le pacte qu'il avait conclu avec Makhno et avec les makhnovistes, tomba sur les parvenus qui avaient servi de la révolution. Ceux-ci furent victorieux, et ils retourneront en Ukraine continuer cette vie fédéraliste que je vous ai décrite tout à l'heure.

Mais, une seconde fois, les armées de Pétlioura étant une menace pour la Russie révolutionnaire, le Gouvernement des Soviets a appelé Makhno et ses partisans pour l'aider à défendre la révolution russe.

METAYER. — Makhno et son armée ?

COLOMER. — ... et au lieu de faire rester Makhno et les makhnovistes à proximité de leur pays et des usines et des champs qu'ils avaient repris et qu'ils avaient organisés, on les envoya très loin, au front de Pologne et là, pour les perdre, savez-vous ce que fit le Gouvernement des Soviets ? Il ordonna rapidement la retraite des troupes soviétiques, pour permettre aux armées de Pétlioura de se trouver seules à côté des armées de Makhno qui étaient venues avec les armées de Makhno, sinon en courage.

En même temps, de dos, l'armée rouge, sur l'ordre du Gouvernement des Soviets, attaqua l'armée de Makhno. Makhno fut contraint de fuir avec ses partisans. Il arriva dans les frontières de l'Ukraine, traqué, chassé de tous côtés. Il y eut des milliers et des milliers de paysans ukrainiens partisans de Makhno qui moururent ainsi.

Voilà bien notre histoire ! Cette aventure, c'est le symbole des anarchistes.

Makhno blessé et quelques-uns de ses camarades se réfugièrent en Roumanie, et ils furent arrêtés par un Gouvernement réactionnaire qui les livra au Gouvernement polonais. Et savez-vous pourquoi, maintenant, Makhno passe en jugement en Roumanie ? Il est accusé, par le Gouvernement polonais, de complicité avec le Gouvernement bolchevétique pour l'action révolutionnaire militaire qu'il a menée avec le Gouvernement des Soviets contre les troupes de Pétlioura.

Ainsi, Makhno a sa tête mise à prix par les Soviets ; Makhno est menacé de mort par le Gouvernement polonais !

Vous nous demandez ce que nous ferons au moment d'une révolution qui se passerait dans un pays ?

Quand la révolution se produira — quelle que soit, vous entendez — lorsque des hommes, au nom de la révolution, nous diront : « Ne sera pas un idéal rétrograde, se sont dressés contre le Gouvernement bourgeois de Berlin, par exemple, contre le Gouvernement social-démocrate de Berlin, si le Gouvernement de la République française veut mobiliser contre ces révolutionnaires, dans tous les cas, nous refuserons d'obéir à l'ordre de mobilisation. Nous ferons tout possible pour saboter cette mobilisation, n'est-ce pas, camarades de la minorité ? (Applaudissements de la minorité.)

Nous défendrons notre liberté de conscience ; nous défendrons la liberté de notre vie contre le Gouvernement de Poincaré, mais cela, jusqu'au jour où la République, triomphante en Allemagne, organisée, n'étant plus en lutte défensive, en lutte révolutionnaire contre les troupes de Poincaré, ou bien se sera stabilisée diplomatiquement sur le terrain de l'Allemagne et finira par constituer une nation — comme toutes les autres, une nation défendant ses frontières, ses intérêts, un Etat ayant ses plénipotentiaires sur peu partout, même chez Mussolini ; du jour où nous verrons devant nous un pouvoir constitué et menant son jeu dans le grand concert européen, nous reprendrons notre liberté d'action comme nous l'avons reprise maintenant à l'égard de la République des Soviets.

## Le vrai visage de Ravachol

Désormais, je me surveillerai et je ne ferai plus le panégyrique de personne. Je ne me sens plus le courage d'affronter une seconde fois — avouez que j'ai échappé belle — la guillotine de ce camarade, mais aussi très instructive, lundi soir, au Théâtre de la Fourmi, boulevard Barbès.

Aussi, pour ne pas lui faire de peine — même légère — je ne dirai plus que Léo Polde est la vérité, au « Ravachol », comme j'avais eu l'outrecuidance de l'écrire il y a trois semaines, étant, vous le savez, jeune, enthousiaste et très... naïf.

Écrisai simplement que Léo Polde nous fit passer une soirée non seulement très agréable, mais aussi très instructive, lundi soir, au Théâtre de la Fourmi, boulevard Barbès.

M. Lagasse évoquait la grande figure de Ravachol, qu'il avait défendu, il y a quelque temps, tant à Paris qu'à Montbrison et autres lieux : c'est dire que le sujet était intéressant, captivant, passionnant !

Alors, sans doute, M. Lagasse est un bourgeois, et il ne s'en est pas caché ; mais il fut surtout celui qui, sans les admettre, toutefoits, comprit les actes de Ravachol.

Avec un tact qui l'honore, sans gestes inutiles, sans éclats de voix, en un mot sans emphase, mais avec une émotion qu'on sentait profonde et sincère, il nous parla de celui qui donna sa vie pour « la cause », et, à l'entendre, on devinait qu'il revivait cette période agitée d'il y a trente ans, et nous communiqués avec lui dans le souvenir de cette époque tragique.

Le 11 mars 1892, commence M. Lagasse, une bombe explosait boulevard Saint-Germain, dans l'immeuble habité par le président de la Cour d'assises, Benoit. 7 mars de la même année, une autre bombe éclatait, rue de Clichy, devant la maison de M. Bulot, avocat général.

L'auteur de ces attentats, c'était Ravachol, et M. Lagasse nous explique les mobiles des crimes de Ravachol.

Au cours d'une grève à Clichy, le 28 août 1891, deux camarades, Decamps et Dardard, furent arrêtés, et les juges, devant nous, furent deux traduits, les condamnèrent à plusieurs années de prison.

Indigné de la rudesse avec laquelle ces militants avaient été frappés, Ravachol commit les actes que l'on sait.

L'auteur de ces crimes, poursuit M. Lagasse, avait agi en être désintéressé et en sincère. C'était pour l'idéal anarchiste qu'il avait commis son acte et il le proclamait hautement. Et l'on était surpris de découvrir en lui un mélange de noble et de crasse ineffable et de cruauté invraisemblable.

C'était une sorte d'apôtre.

Le premier procès vint, après trois semaines seulement d'instruction, et il fallut qu'il fut terminé le soir même !

Dans la grande salle de la Cour d'assises, où se déroulait le procès, il y avait peu de monde ; « des messieurs dont la figure mal rasée et une allure toute spéciale montraient incontestablement les liens qui les unissaient au préfet de Police ou au directeur de la Sûreté générale » (sic).

Tous les regards étaient tournés vers le jeune avocat qui avait assumé la lourde tâche de défendre un être aussi détesté que Ravachol.

Et M. Lagasse était ému, très ému, bien plus ému que son client, certainement. De sa bouche, les mots sortaient difficilement et il n'en menait pas long.

Bien entendu, l'avocat général, M. Quesnay de Beaupré, décidé il n'y a pas longtemps, réclama la peine de mort ; mais il fut déçu : les circonstances atténuantes furent accordées, et Ravachol fut condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Le lendemain, grand scandale dans la presse, et le verdict du jury parvint à être considéré comme étant un verdict de peur.

Mais il ne devait pas en être de même à Montbrison, où Ravachol était poursuivi pour l'assassinat de l'ermite de Chambres.

Et, ici, M. Lagasse s'attendrit :

« Je ne pourrais jamais dire, jamais répéter les coïncidences que Ravachol me fit, car je suis lui par le secret professionnel ; mais je puis dire qu'avant de gagner son procès à Paris, il avait déjà gagné mon cœur. Et je suis convaincu que le jury de la Seine, lui aussi, avait été conquis par les arguments que Ravachol avait apportés pour tenter de justifier les actes qu'il avait commis. »

Puis le vieux défenseur nous raconte son entrevue avec Ravachol dans la prison de Montbrison.

« Je fond d'un long boyau, une espèce d'étable à poux, où deux murs élevés, laissant entrer le froid, le chaud, la pluie, le vent ; avec le gardien qui m'accompagnait, nous arrivions devant une porte, munie d'une serrure que la Bastille — de Paris — avait dû prêter à Montbrison. Et dans ce sépulcre, dans ce tombeau, un homme, doux, souriant, résigné, s'avance vers moi, la main tendue. »

« J'étais scandalisé : « Comment on a osé vous mettre là-dedans ». Alors, très calme, Ravachol me répondit : « C'est pour la cause ! »

Puis, c'est le récit de l'assassinat de ce vieil ermite qui possédait 40.000 francs en monnaie de toutes sortes, et qui théoriquement, cet argent était improductif et, s'en était emparé, Ravachol le distribuait entièrement aux misérables, ne gardant rien pour lui qui vivait misérablement et qui ne dépendait que du strict indispensable !

C'était, lui aussi, une sorte d'ermite, mais qui était révolté de voir, d'une part, tant d'opulence et, d'autre part, tant de misère !

Ensuite, M. Lagasse nous narra le récit tragique du viol de sépulture de la marquisse de La Rochefoucauld, laquelle avait été enterrée avec tous ses bijoux.

Et ce fut la condamnation inévitables, comme c'était à prévoir. Ravachol ne broncha pas. Un médecin qui lui avait saisi le poignet, au moment du verdict, constata : pas une pulsation de plus, pas une pulsation de moins. Ravachol était resté aussi calme et aussi tranquille qu'apparaissant.

Le refus de se pourvoir en cassation, et il mourut courageusement.

Tous les assistants ont compris, durant l'exposé de M. Lagasse, que celui-ci, quoique bourgeois, avait éprouvé quelle sympathie pour Ravachol.

Et sa conclusion fut la suivante : « Sans doute, la société doit se défendre lorsqu'elle est violemment attaquée, mais les juges — professionnels ou non — ne doivent pas se montrer impitoyables ni trop durs, car les responsabilités sont partagées. »



## DEUX "PERLES"

Je demande bien pardon, au camarade P. Mualdes, de braconner sur ses terres ; cependant, je me ferais un scrupule de laisser passer, sans être enjolivé de commentaires, ces deux belles perles, d'une très notable grosseur, pondues par un rédacteur du *Matin*, du 22-11-23, 3<sup>e</sup> page, faisant partie de l'écrin d'un article intitulé « la jeunesse française et la natalité ».

Après la comparaison « obligatoire » de la « France dépeuplée en face de l'Allemagne prolifique », l'honorable André Michelin, expose longuement — sans rire — l'idée de créer un « bloc de la natalité » pour remédier à la dépopulation française !

Qu'est-ce que c'est que ça un « bloc de la natalité » ? Est-ce que ça se mange à l'huile et au vinaigre ? Ou avec du sucre en poudre ? Ces « estimables citoyens » n'ont donc pas encore fini avec leurs « blocs » de toutes natures et de toutes couleurs ?

Le « bloc de la natalité » ? Il se paye la tête du peuple et André Michelin, surnommé « Bibendum », avec sa vieille trouvaille ! Croit-il que les gens sont assez bêtes, pour se laisser prendre à sa campagne de prolifération ? Se figure-t-il que le monde va s'adonner à ce genre de sport et que de ses œuvres va éclore un innombrable essaim de bébés jofifs, pour être jetés en pâture à la « prochaine dernière des dernières » ?

Sait-il ce que ça coûte d'élever un enfant, lui, qui conseille à la « jeunesse n'en fabriquer par douzaines » ? Et ceux qui se laisseraient prendre à ses glauques, ne vent-ils pas que l'on en fait de leurs « bébés », quand ils ont vingt ans ? Si, André Michelin s'imaginerait qu'un enfant se fabrique aussi vite que ses pneus d'auto, il se trompe. Et s'il tient absolument à sa marotte « prolifique », nous lui conseillons d'en faire faire quelques millions en caoutchouc ; il est assez riche pour se payer cette fantaisie et cela évitera bien des chagrins, bien des peines et des douleurs aux familles...

Mais le clou de la séance est une exhortation du député Isaac, du Rhône, qui demande à la jeunesse d'apporter son concours présent et futur à la croisade pour la natalité ! — rien que cela ! — Dites donc, Isaac le bien nommé, vous y allez un peu fort !...

Si les parlementaires donnent la main aux caf-conc, aux danses et aux cinémas pour activer la dissolution des mœurs, qu'allons-nous devenir ? Vous pourriez bien garder pour vous vos excitations... rababaisiennes, M. Isaac, la jeunesse n'en a pas besoin !

Du même journal — *Matin* 23-11-23 — sous le titre : « A l'association amicale des commissaires et inspecteurs de la Sûreté Générale ».

L'auteur de cet informé cite d'abord les « hautes légumes » qui assistent à cette réunion officielle. Après s'être mutuellement congratulés ; après s'être copieusement passé la main dans le dos et avoir dîné de même, ces Messieurs éprouvent le besoin, au champagne, d'imiter M. Poincaré et ses séides. Aux discours ronflants, entremêlés de coupes de Clicquot, succède la mendicité officielle, appelée « revendications ».

Heureusement, M. Maunoury, que l'on ne prend jamais sans vert, avait eu soin de faire mettre, dans la poche de son habit, une dizaine de mètres de ruban rouge, pour adorer la boutonnière de ces braves gens. Seulement il n'y en eût pas pour tout le monde. Alors le ministre, tenant compte de cette « décoration » ambiante — un genre de folie comme un autre — dut se rabattre sur un autre rayon : le Mérite agricole !

Sans blague ! vous avez bien lu ? Le Mérite agricole à ces Messieurs pour quelle raison ? et à quel titre ? Est-ce au titre d'encouragement à la concurrence que font ces Messieurs à la Société Générale des Laiteries de France ? Est-ce par la similitude des services rendus au pays, par l'industrie fromagère et beurrière et la Sûreté Générale ? Certainement non ! Chacun sait fort bien que la production de ces Messieurs est négative. Alors quoi ? Chi lo sa !...

M. RAYMOND.

## Aux anarchistes et aux ouvriers de langue espagnole

Vous savez tous dans quelle situation se trouvent les valeurs positives de la civilisation. De partout on voit se lever le spectre grotesque de la dictature incarnée par des êtres sans principe moral. Partout on voit étouffés les hommes représentatifs des idées de civilisation libre, qui s'opposent à la marche de la fausse civilisation actuelle. Et, dans cet assaut à la liberté, on voit mêlés les hommes politiques d'étiquette rouge à ceux de la politique blanche ou de la politique noire, et comme on pouvait s'y attendre, ceux dont la profession est le crime se font les plus acharnés.

El devant cette offensive de la réaction internationale qui nous menace, pour le présent et pour l'avenir, quelques camarades groupés dans des groupes d'affinité et d'autres qui les accompagnent de leur sympathie, ont lancé l'idée d'une feuille hebdomadaire pour ceux qui sont contre les mensonges et les courants avilissants du régime actuel, puissent élever leur protestation et que notre voix puisse trouver un écho dans la conscience des camarades français et de celle des espagnols de partout.

Il s'agit d'un acte qui doit être une affirmation anarchiste dans cette étape de l'histoire qui sera signalée comme le cycle des dictatures. Que ce moment d'enlèvement cérébral, de mégalomanies imbéciles et individuelles et de désordre moral visant au cœur des droits et des libertés les plus chères de l'individu ne reste sans l'opposition des anarchistes !

Et c'est dans ce but que le groupe « Fructidor » de Paris croit traduire dans la pratique l'idée manifestée depuis longtemps par plusieurs camarades : faire paraître un journal.

La feuille qui, sous forme de brochure et avec le titre *El Sembrador*, paraissait périodiquement, fait place à *Liberion*, hebdomadaire de langue espagnole.

A tous les camarades qui jusqu'à présent nous ont aidés dans l'œuvre de culture que réalisait *El Sembrador*, nous demandons de vouloir bien la continuer, si possible sur une plus large échelle, car l'entreprise d'éditer un journal suppose un effort d'argent de beaucoup supérieur à celui d'un autre.

A d'autres, qui depuis longtemps nous avaient déjà encouragés, nous disons la même chose. Car nous nous faisons un

devoir de rappeler à tous l'effort gigantesque que nous accomplissons pour nous placer et pour placer les idées à la hauteur des circonstances. Du reste, notre journal ne pourra pas subsister par ses propres moyens. Aucun journal français ne peut se soutenir par le seul produit de la vente et par conséquent encore moins un journal de langue étrangère. Donc, l'effort que nous demandons devra être permanent. Le prix de vente sera à la portée de tout le monde : 0 fr. 20 le numéro.

Et afin d'intéresser tous les camarades à l'œuvre du journal, celui-ci ne sera pas un simple organe de l'organe du comité de rédaction, il sera une tribune libre, ouverte à tous ; il se fera un honneur d'accueillir toutes les initiatives de combat, les cris de protestation, les manifestations du lyrisme révolutionnaire, des travaux idéologiques de ceux qui s'insurgent contre les forces oppressives.

Les initiatives et critiques d'art, de littérature, de sociologie, de philosophie ouvrières, qui constitueront un apport à la culture de notre classe toujours méprisée, enfin ceux qui traiteront tous les aspects de la vie dans le cadre des tendances anarchistes et antiautoritaires, trouveront notre accueil et formeront la base de notre journal. De renommées idéologiques et de remarquables critiques de notre camp nous ont assuré leur collaboration, et c'est là la plus grande garantie d'une orientation de large internationalisme, car nous voulons réaliser l'organe international des anarchistes de langue espagnole.

Camarades, le 30 novembre doit paraître *Liberion*, si votre appui économique le permet. Ne perdez pas une minute, si notre projet vous intéresse.

Le Groupe « Fructidor ».

Envoyez l'argent en chèque postal à : Férnand, 536-65 Paris (10<sup>e</sup>).

Accusez de la réception de la imprimaria ; y de la falta material de Grupos y compañeros, el semanario « Liberion », no pueda aparecer en la fecha que lo hemos anunciado en el manifiesto ; no s'endonsa possible dar la nueva fecha. — La Redacción.

## En Bulgarie L'HECATOMBE

Les événements en Bulgarie apparaissent de plus en plus clairs. Il est évident que le mouvement, pris un caractère beaucoup plus sérieux, qu'on ne pouvait le supposer d'abord. Maintenant, on peut même dire que le mouvement a été purement un mouvement « d'en bas », et qu'il a pris naissance au plus profond des masses populaires, comme une protestation contre la violence de l'autorité et contre la tyrannie. Les « communistes », comme le peuple pour faire triompher leur but s'emparent du pouvoir. Le seul fait qu'ils ont engagé est une trahison envers le peuple révolté. Et l'autorité a remporté, encore une fois, la victoire. Les bourgeois fêtent leur triomphe et les paysans, les rues de Kazanlik, Stara Zagora, Ferdinand, Sofia et d'autres villes de villages sont arrosées de sang. Les villes et des villages entiers sont incendiés. Des fermes, même des enfants, sont fusillés. Les prisons sont pleines. Et le nombre des insurgés tués atteint 15.000 personnes.

C'est encore une hecatombe sanglante devant l'autorité et du Capital. Quinze mille morts, vieux et jeunes, hommes et femmes, ont souffert, qui ont combattu pour plus de justice, quinze mille vies qui sont arrachées de la terre ! Devant cette horreur sanglante, la pensée est muette, elle se refuse à exprimer, à analyser tout ce qui est arrivé, et elle s'arrête épouvantée.

D'après les renseignements qui nous sont parvenus, les cultures bulgares ont eu des listes de proscription pour toutes les localités suspectes. C'est là que les forces gouvernementales ont pu, spécialement dirigées. Dans plusieurs régions, les masses ont été provoquées à l'insurrection par l'autorité elle-même. Les troupes ont attaqué des villages qui n'avaient pris aucune part dans les révoltes. Les anarchistes des villages n'ont pas eu de cesse de défendre contre les attaques.

Résultat : des dizaines et des centaines de dévoués militants ont été assassinés. Et nous comprenons pourquoi cette tragédie, venue par nos frères anarchistes bulgares, ces valeureux militants qui se jettent toujours là où on les déshonore, les ont été fusillés par les autorités de Stamboul, ils succombent à présent encore dans la lutte contre la clique gouvernementale de Zankoff, et ils n'auraient pas évité la fusillade dans les cahots de Tchirka si les « communistes » avaient pris le pouvoir. Cette tragédie est terrible !

En Russie, les Lénine, les Trotsky, les Dzerjinski, en France, les Poincaré et les Millerand, en Italie, les Mussolini, en Espagne, les Primo de Rivera ; partout les prêtres et les grands prêtres de l'autorité élèvent et bâtitent leur œuvre sanglante.

Quand donc les hommes comprendront-ils enfin toute l'horreur, tout le mal de l'autorité ! Quand donc clameront-ils le puissant et terrible cri : « Assez ! » ? Est-ce que toutes les leçons de l'histoire, est-ce que les leçons de toutes les révolutions qui ont toujours eu les mêmes caractéristiques, est-ce que, enfin, les leçons atroces de la vie quotidienne n'ont pas même éclairé les masses ? Quand donc les travailleurs comprendront-ils une fois pour toutes, que l'autorité, quelle qu'elle soit, ne peut engendrer que de nouvelles chaînes, de nouveaux esclavages et de nouveaux opprobres ?...

Les arrestations continuent à sévir dans toute l'étendue du pays. Nos camarades, ne se décourageant pas, éditent un journal clandestin : *Prolet* et n'abandonnent pas la lutte.

A Kazanlik, à la suite d'une réunion, est venu une bagarre au cours de laquelle furent tués quatre fascistes. Le lendemain, en représailles, vingt de nos camarades furent arrêtés. A Sofia, toutes les arrestations que nous avions signalées ont été maintenues malgré l'absence de motifs. Seul Mikael a été relâché.

S. P.

LA JEUNESSE ANARCHISTE organise une

CONFÉRENCE-MATINÉE

avec

EMILE ARMAND

sur

L'Art au point de vue anarchiste

sui vie d'une partie artistique avec des

poètes montmartrois, qui aura lieu le

Dimanche 9 décembre, à 14 h. 30

à la Maison GARRIGUES, 20, rue Or-

denner (18<sup>e</sup>). (Métro : Marcadet ; Nord-

Sud : Torcy et Poissonniers).

Entrée : UN FRANC

COMITATO ANARCHICO

ITALIANO

Pro Vittime del Fascismo

L'Estrazione della Lotteria Pro Per-

seguitati d'Italia che s'è fatta alla pre-

senza dei compagni, a dato come vin-

cente del :

1° Premio Il N° 1022

2° » » » 0891

I compagni ed amici interessati ne

prendano nota.

## L'ÉTAT MEURTRIER

(Suite et Fin)

Or, ce même Etat qui exige l'impôt du sang, et qui ne peut parvenir à dissimuler l'empreinte sanglante de tous les impôts en général, s'est arrogé le droit, lui meurtrier et criminel, de juger et de tuer, dans les formes légales, les autres meurtriers et les autres criminels.

Ceux qui commettent un homicide, quel qu'en soit le mobile, vengeance, révolte, empiètement évident sur les droits de l'Etat ; et, l'estampille officielle leur manquant, c'est bien fait si la veuve ou le peloton d'exécution les réclament. Ils ne savaient point que l'Etat est seul titulaire, comme Dieu ; seul impeccable, comme la Vierge ; seul infailible, comme le Pape. Ce qu'il édicte devient article de foi ; les juges eux-mêmes, qui, pris à part, sont de simples individus, n'y peuvent rien changer : tout leur rôle est d'appliquer, machines passives, le texte inexorable. Si leur conscience crie : « Pitié et Justice pour un être intelligent que la société brutale a façonné en brute et qu'il faut maintenant punir de trop ressembler à sa mère », tant pis ! Ils n'ont qu'à passer outre : on ne s'est pas fait juge pour rester homme. L'Etat veut bien juger, mais le grand coupable, il ne s'assied jamais sur le banc des accusés, il est toujours s'accomplisse plus, et plus délégué sa juridiction à ceux dont les intérêts se confondent avec les siens : à des gradés, à des magistrats-fonctionnaires, à un jury aristocratique et bourgeois. C'est des conservateurs-nés de l'ordre établi qui se jouent le rôle de révoltés ; c'est devant eux que les masses, les rassis ; ces privilégiés du rang, de la fortune, de l'éducation, que vont comparaitre tous les enfants du hasard, tous les parias à qui la vie fut un malheur incessant et une éducation à rebours. Toutes leurs habitudes de correction seront certainement dérangées par ce phénomène, un transgresseur de lois, et le monstre n'a qu'à se bien tenir.

Nous voyons que l'Etat, dans l'exercice de ses multiples pouvoirs, fait, comme en se jouant, de nombreuses victimes : il a donc, à ne lui appliquer que sa propre législation, mille fois mérité la mort. Mais il ne faut point espérer qu'il en convienne ; c'est devant eux que les masses, les rassis ; ces privilégiés du rang, de la fortune, de l'éducation, que vont comparaitre tous les enfants du hasard, tous les parias à qui la vie fut un malheur incessant et une éducation à rebours. Toutes leurs habitudes de correction seront certainement dérangées par ce phénomène, un transgresseur de lois, et le monstre n'a qu'à se bien tenir.

Nous voyons que l'Etat, dans l'exercice de ses multiples pouvoirs, fait, comme en se jouant, de nombreuses victimes : il a donc, à ne lui appliquer que sa propre législation, mille fois mérité la mort. Mais il ne faut point espérer qu'il en convienne ; c'est devant eux que les masses, les rassis ; ces privilégiés du rang, de la fortune, de l'éducation, que vont comparaitre tous les enfants du hasard, tous les parias à qui la vie fut un malheur incessant et une éducation à rebours. Toutes leurs habitudes de correction seront certainement dérangées par ce phénomène, un transgresseur de lois, et le monstre n'a qu'à se bien tenir.

Sans considérer que les gouvernements s'établissent en général par la force, comme ils la conservent, d'ailleurs, et que les républiques ne font pas exception à la règle, il est évident que l'Etat, par sa nature même, est une entité hostile à la liberté, à la justice, à la démocratie. Il ne faut point espérer qu'il en convienne ; c'est devant eux que les masses, les rassis ; ces privilégiés du rang, de la fortune, de l'éducation, que vont comparaitre tous les enfants du hasard, tous les parias à qui la vie fut un malheur incessant et une éducation à rebours. Toutes leurs habitudes de correction seront certainement dérangées par ce phénomène, un transgresseur de lois, et le monstre n'a qu'à se bien tenir.

Si jamais vous avez affaire à ses plus humbles représentants, à des vulgaires ordonnances, à des fonctionnaires, à des policiers, à des juges, à des gradés, à des magistrats-fonctionnaires, à un jury aristocratique et bourgeois. C'est des conservateurs-nés de l'ordre établi qui se jouent le rôle de révoltés ; c'est devant eux que les masses, les rassis ; ces privilégiés du rang, de la fortune, de l'éducation, que vont comparaitre tous les enfants du hasard, tous les parias à qui la vie fut un malheur incessant et une éducation à rebours. Toutes leurs habitudes de correction seront certainement dérangées par ce phénomène, un transgresseur de lois, et le monstre n'a qu'à se bien tenir.

Le droit, la justice, la révolution, le prolétariat, la patrie, la démocratie sont les leit-motiv continus et toujours de bon rapport des parasites bourgeois ou des libéraux sol-disants prolétaires.

La foule des fonctionnaires, des gradés, des cotillons, des électeurs, la masse des fondus n'a pas assez d'oreilles pour écouter les bobards des tondus. L'électeur de gauche ou d'extrême gauche invoque l'électeur de droite ou d'extrême droite. Ce sera un malheur si nous n'étions victimes de ces deux camps.

Et malgré tout, c'est, et dans tous les cas, la victime qui nous est sympathique. Rien que l'on soit tenté, par moment, de juger son sort bien mérité.

Et c'est pourquoi nous avons entrepris la tâche ardue et délicate, de démontrer à l'électeur, celui qui croit que l'Etat peut faire mieux que lui-même, ses propres affaires, toute l'inconséquence de sa conduite ; nous voulons faire entendre à ce naïf, toute la dose de poirisme dont il est atteint.

Il est logique que les thuriféraires appointés de Poincaré, de Lénine, de Mussolini, de Primo de Rivera, soient d'un mauvais œil une proposition susceptible de contrecarrer leur propagande alimentaire.

Les souffrances, les révoltes d'une classe opprimée, ne sont intéressantes que si elles remplissent la caisse et l'estomac des charlatans verbeux.

Je vous demande pardon, ô pitres, clowns à paillettes qui gagnez votre pitance quotidien en essayant de faire rire les contemporains ; je vous demande pardon de comparer vos exercices, vos tours de forces et quolibets à ceux que nos matras entendent pour le profond dégoût des hommes qui n'ont d'autres prétentions que d'être et de rester des hommes.

Poincaré et Cachin, Millerand et Daudet, Jouhaux et Treint, Souvarine et Monatte, etc., etc.

Bonimenteurs, camelots.

Comiques tristes.

Tristes...

Pierre MUALDES.

TENTATIVE INTERESSANTE

Samedi soir, à la Salle des Fêtes de Pu-

teaux, nous assistâmes à la représentation

d'une revue de Ch. d'Avray, entièrement

interprétée par les enfants des Œuvres So-

ciales de Pueteaux.

Excellente œuvre tant au point de vue ar-

istique qu'au point de vue propagande.

Nous ne saurions trop louer l'effort réel

fourni par d'Avray pour l'éducation des en-

fants, problème cependant primordial et dont

semblent, hélas ! se désintéresser totalement

les organisations d'avant-garde. Et cependant

l'enfance c'est l'avenir !

« La Muse Rouge »

Tous les dimanches, à 20 h. 30, et en

matinée, à 14 h. 30, le premier dimanche

de chaque mois, goguettes fraternelles de

récréation éducative, les poètes, chanso-

niers et les artistes révolutionnaires dans

leurs œuvres et leur répertoire.

Participation aux frais et taxes : 1 fr. 50.

Enfant : 50.

Accueil cordial à tous les travailleurs.

chargé d'exploits vaut déjà davantage : un moine à trois ans ; mais vous ne toucherez pas à ce machinisme rouge comme un homard pour moins de deux à cinq ans. Que si, votre ambition ne connaissant aucune borne, vous osiez aspirer à débutsquer ce grand personnage constellé de croix et enrubanné, escorté de panaches qui font cercle autour de lui, le chef de l'Etat en un mot, vous ne pourriez pas le faire sortir de prix (1). Avoir simplement édicté sa vie ou à sa personne est réputé crime contre la sûreté de l'Etat ; et, pour ce fait à limites imprécises, vous seriez conduit à la mort comme un parricide, en chemise, nu-pieds et la tête couverte d'un voile noir. C'est l'Empereur qui, par cette loi paléontologique, se déclare le père de ses sujets. Comme son nom est resté ici et ailleurs, je suppose que rien ne sera changé si j'y substitue mentalement celui du Président de la République. Mais cela va me jeter dans un embarras étrange : car je renonce à tous mes droits, dispositions qui, à côté de l'Empereur, sont édictées en tant de fétiches des membres de la famille impériale ; et je me demande si elles sont applicables à celle de notre honorable Président, et si, par hasard, sans qu'on le soupçonne, il serait, lui aussi, chef de famille. Et pourquoi pas ? Les textes sont là, dans leur imposante immutabilité ; et l'on sait que nous sommes régis par des textes. C'est, tout au moins, un symbole significatif.

Oh ! éternité du privilège dans les Etats divers en apparence ! On n'a eu qu'à laisser subsister intégralement les lois de la monarchie, à ne pas braver l'Empire, en y ajoutant, par-ci par-là, quelques substructions des monarchies plus récentes, et l'on a eu les fermes assises sur lesquelles repose, avec son pouvoir de tuer, notre Etat républicain. Il ne serait même point malaisé de lui trouver des origines, plus anciennes. Pourquoi ne remonterait-elle pas jusqu'à l'époque préhistorique de France, qui estimait la vie d'un barbare à 1.800 sols, tandis qu'elle taxait celle d'un pocher à 30 sols ; jusqu'à Manava-Dharma-Sastra, Code hindou vieux de deux mille ans, qui considérait comme un délit fort léger le meurtre d'un Soudra, tandis qu'il punissait de chaînes éternelles, éternelles, en ce monde et en l'autre, le meurtre d'un Brahmane ? Malgré notre prétendue égalité devant la loi, nous en sommes au même point : là où il y a une autorité, l'égalité n'est qu'un leurre ; l'Etat met sa lourde épée dans la balance de la Justice et la fait terriblement pencher de son côté.

J. DE GALVES.

(1) Code pénal, § 9-30.

Comiques tristes...

Le verbe est dieu. Vive le verbe. De toutes parts, de toutes les bouches plus ou moins autorisées, le discours s'envole, reproduit, arrangé, commenté, c'est-à-dire travesti, s'il est utile, pour les besoins d'une cause par cette catégorie de gens dont le métier est de mentir ; je veux dire les journalistes. Poincaré à été contredit, Herriot et Caillaux par là, Malvy et Cachin, Maginot et Monmousseau, foudres de guerres, toutes ces autres, gonflées comme pneus, se dégonflent dans un bruit tantôt monotone, tantôt accompagné de pélarades qui, pour être sonores, n'en sont pas moins que du vent.

Le droit, la justice, la révolution, le prolétariat, la patrie, la démocratie sont les leit-motiv continus et toujours de bon rapport des parasites bourgeois ou des libéraux sol-disants prolétaires.

La foule des fonctionnaires, des gradés, des cotillons, des électeurs, la masse des fondus n'a pas assez d'oreilles pour écouter les bobards des tondus. L'électeur de gauche ou d'extrême gauche invoque l'électeur de droite ou d'extrême droite. Ce sera un malheur si nous n'étions victimes de ces deux camps.

Et malgré tout, c'est, et dans tous les cas, la victime qui nous est sympathique. Rien que l'on soit tenté, par moment, de juger son sort bien mérité.

Et c'est pourquoi nous avons entrepris la tâche ardue et délicate, de démontrer à l'électeur, celui qui croit que l'Etat peut faire mieux que lui-même, ses propres affaires, toute l'inconséquence de sa conduite ; nous voulons faire entendre à ce naïf, toute la dose de poirisme dont il est atteint.

Il est logique que les thuriféraires appointés de Poincaré, de Lénine, de Mussolini, de Primo de Rivera, soient d'un mauvais œil une proposition susceptible de contrecarrer leur propagande alimentaire.

Les souffrances, les révoltes d'une classe opprimée, ne sont intéressantes que si elles remplissent la caisse et l'estomac des charlatans verbeux.

Je vous demande pardon, ô pitres, clowns à paillettes qui gagnez votre pitance quotidien en essayant de faire rire les contemporains ; je vous demande pardon de comparer vos exercices, vos tours de forces et quolibets à ceux que nos matras entendent pour le profond dégoût des hommes qui n'ont d'autres prétentions que d'être et de rester des hommes.

Poincaré et Cachin, Millerand et Daudet, Jouhaux et Treint, Souvarine et Monatte, etc., etc.

Bonimenteurs, camelots.

Comiques tristes.

Tristes...

Pierre MUALDES.

TENTATIVE INTERESSANTE

Samedi soir, à la Salle des Fêtes de Pu-

teaux, nous assistâmes à la représentation

d'une revue de Ch. d'Avray, entièrement

interprétée par les enfants des Œuvres So-

ciales de Pueteaux.

Excellente œuvre tant au point de vue ar-

istique qu'au point de vue propagande.

Nous ne saurions trop louer l'effort réel

fourni par d'Avray pour l'éducation des en-

fants, problème cependant primordial et dont

semblent, hélas ! se désintéresser totalement

les organisations d'avant-garde. Et cependant

l'enfance c'est l'avenir !

« La Muse Rouge »

Tous les dimanches, à 20 h. 30, et en

matinée, à 14 h. 30, le premier dimanche

de chaque mois, goguettes fraternelles de

récréation éducative, les poètes, chanso-

niers et les artistes révolutionnaires dans

leurs œuvres et leur répertoire.

Participation aux frais et taxes : 1 fr. 50.

Enfant : 50.

Accueil cordial à tous les travailleurs.



## Après Bourges

### Mise au point

Dans l'intérêt du syndicalisme révolutionnaire, pour ne pas troubler l'organisation de la minorité, nous avons vu nos impressions sur le malencontreux incident soulevé par la motion Besnard, relative à une collaboration de la minorité syndicaliste avec les politiques du Communisme au sein de la Commission Exécutive de la C.G.T.U.

Mais puisque Besnard revendique ce que nous ne voulions prendre que pour une « gaffe » — puisqu'il le prend sur un ton hautain et discourtois avec nous, en traitant de « dictateurs » les anarchistes qui se sont désolidarisés, franchement devant le Congrès d'une attitude qui, nous le jugeons, bien peu conforme avec les déclarations faites jusqu'alors par tous les orateurs de la minorité — en peu de mots mettons les choses au point.

Dès la première réunion de la minorité à Bourges, Besnard fit connaître son intention de proposer, au nom de la minorité, l'entrée des représentants de la minorité dans la Commission Exécutive de la C.G.T.U. — ceci dans la certitude, disaient-ils, que la majorité et le Bureau Confédéral refuseraient. Et Besnard sait bien qu'elle s'est refusée à donner à un tel refus.

Immédiatement, Colomer et Lecoin se dressèrent contre un tel système. Naturellement ils déclarèrent à Besnard que le fédéralisme révolutionnaire depuis Lille, crevait d'une maladie chronique : le manœuvrisme.

A force de finasser, de jouer aux revanches, de proposer des choses dans l'espoir qu'elles seraient refusées, on déroute, on dégoûte, on fatigue les ouvriers qui ne savent plus où est la vérité, qui doutent de la sincérité de tous. Il faut en finir avec ce système digne des pires politiques.

Colomer et Lecoin montrèrent enfin, qu'en cas d'acceptation de la part du Bureau Confédéral, il serait impossible aux syndicalistes d'aller s'asseoir à côté des assassins des militants ouvriers de Russie.

La plupart des délégués minoritaires approuvèrent le point de vue de Lecoin et de Colomer. Mais Besnard persista dans son projet de manœuvre et, par surprise, fit approuver, quelques jours plus tard, sa motion par une vingtaine de délégués.

Fort de cette majorité, il prétendit greffer sa proposition de collaboration à l'incident qui motivait, un moment, la sortie de la minorité. C



